



## Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. VI, n° 1-2 | 2002

Volume VI Numéro 1-2

---

# L'île de Sazan (*Saseno*) ou la « Porte de l'Adriatique »

*The Sazan island or the "Adriatic door"*

Petrit Nathanaili

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/439>

ISSN : 1965-0582

### Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 41-46

ISSN : 1279-7952

### Référence électronique

Petrit Nathanaili, « L'île de Sazan (*Saseno*) ou la « Porte de l'Adriatique » », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VI, n° 1-2 | décembre 2002, mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/439>

---

## L'ILE DE SAZAN (SASENO) OU LA « PORTE DE L'ADRIATIQUE »

Petrit Nathanaili\*

À la sortie du canal d'Otrante, au large des côtes albanaises se trouve l'île de Sazan. Elle a l'aspect d'un petit mont ou écueil sortant de l'eau et faisant cinq kilomètres de longueur sur deux de largeur. L'intérêt du canal d'Otrante est stratégique : les principales puissances riveraines se sont à de multiples reprises efforcées d'en tenir les deux rives. D'où la valeur des îles postées en sentinelles à la sortie du canal. Malgré ses minuscules dimensions et sa nature aride, l'île de Sazan a constitué dans le passé un enjeu pour la stratégie navale et militaire de l'Adriatique, puisque, par sa position et la configuration de son terrain, elle commande en même temps qu'elle couvre la baie et la ville de Vlora (Valona) avec son hinterland.

C'est cette situation privilégiée qui lui a valu à juste titre l'appellation de sentinelle de Vlora. Selon J. Amery, officier britannique du *Special Operation Executive* (SOE) et négociateur de l'équipe qui était envoyée en Albanie pendant la Seconde Guerre mondiale, pour exécuter des opérations de sabotage et recueillir des informations à l'arrière des lignes ennemies, Valona et l'île de Saseno contrôlent le détroit d'Otranto, un important passage maritime, la porte de l'Adriatique.

La petite rade, ou plutôt l'anse de Saint-Nicolas, qui s'ouvre au Nord-Est de l'îlot offre un sûr et facile mouillage aux embarcations en temps de tempête, étant protégée des vents violents de la mer. Dans cette légende, le corps de saint Nicolas vint échouer d'Orient à Bari pour y devenir protecteur des pèlerins et des écoliers et se transformer dans l'Europe du Nord en Père Noël : Santa Claus. Dans cette légende comme souvent, on rencontre un thème essentiel de l'Adriatique : les relations Orient-Occident.

\*\* Professeur associé en histoire contemporaine et relations internationales, département d'histoire, Université de Tirana.

L'île fait son apparition dans l'histoire avec la description par le poète grec Apollonios de Rhodes (III<sup>e</sup> siècle av. J-C) du voyage de Jason et des Argonautes, revenus de Colchide avec la Toison d'Or, le long de la côte entre l'Istrie et les monts Acrocérauniens. À cette époque, l'île était appelée Nymphaïè. Dans l'Antiquité, cette anse servit de repaire aux pirates qui infestaient la mer Adriatique. Certes, il y eut un temps où dans l'île existait une population fixe peu nombreuse, mais elle en fut chassée par les entreprises de brigandage des pirates et obligée de se retirer sur la terre ferme, donnant naissance aux deux villages d'Arta et de Zvernec. À l'époque romaine, l'île avait une certaine importance pour le trafic entre les deux côtes de l'Adriatique, parce qu'elle servait d'escale aux traversées régulières que les navires effectuaient entre les ports de Brindisi et Otrante vers Vlora.

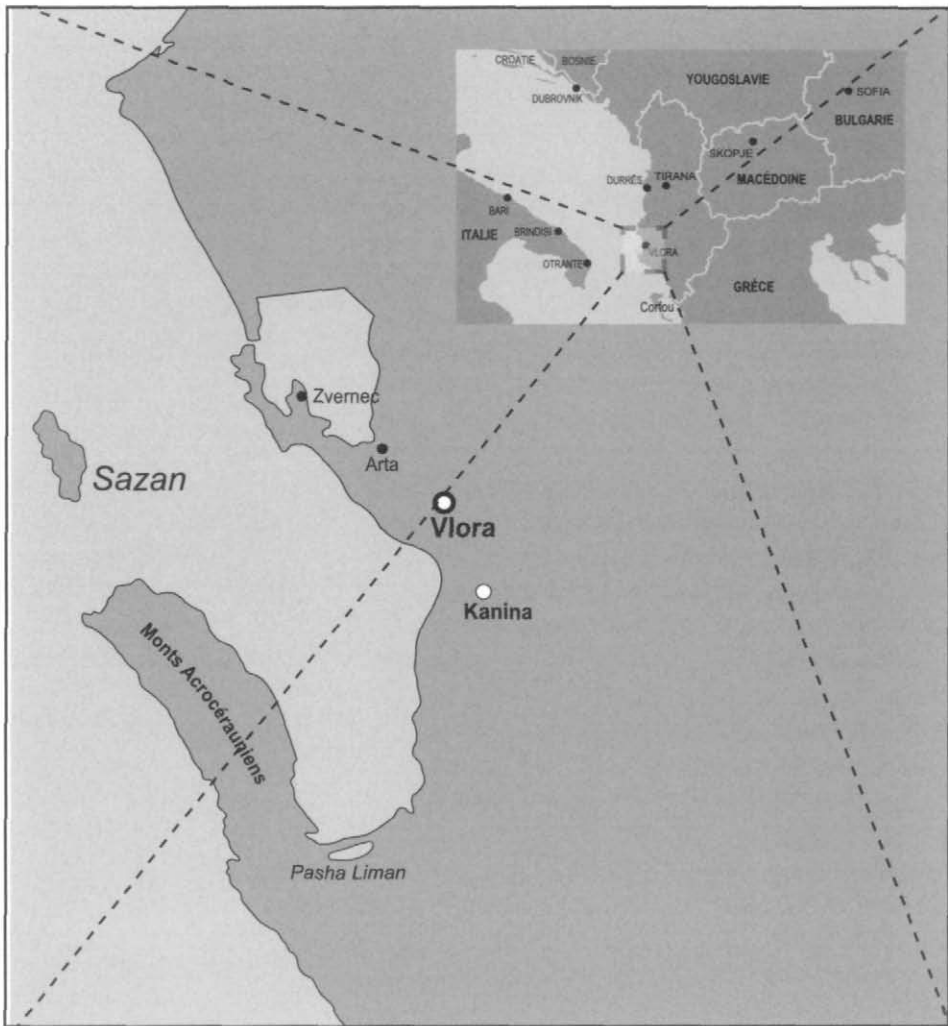
L'intérêt stratégique de Sazan n'échappa pas à la République de Venise qui, depuis le IX<sup>e</sup> siècle, visait la maîtrise du bassin Adriatique pour y assurer le contrôle d'escales adaptées aux nécessités stratégiques et économiques de son réseau. Pour protéger ses commerçants qui étaient installés dans l'île, la République de Saint-Marc chercha à s'approprier l'île pour faciliter sa pénétration vers l'intérieur du pays. La volonté politique de dominer la côte albanaise donna naissance à un litige très long entre la Sérénissime et les Balsha, seigneurs de Scutari, mentionnés à l'époque aussi comme seigneurs de l'Albanie. Ce litige, n'ayant pu être réglé à l'amiable, se déroulait dans le cadre d'une confrontation générale entre Venise et Gênes dans les années 1378-1381, plus connue sous le nom de "guerre de Chioggia". Le conflit, qui durait depuis des années sur un front très étendu, des rives du Bosphore aux îlots de Dalmatie avait pour objet les territoires situés entre l'Istrie orientale (Fiume) et les portes de l'Albanie (Durazzo).

La politique de conquête de Venise, "gendarme contesté de l'Adriatique", pour reprendre la qualification d'A. Ducellier, était celle d'une nouvelle colonisation reprenant, mais depuis l'Ouest, l'antique schéma grec. Dans l'esprit des élites dirigeantes albanaises du XX<sup>e</sup> siècle, cela rappelle la politique expansionniste, mais d'une plus grande envergure, de l'Italie envers l'Albanie dans les années 20 et 30 du XX<sup>e</sup> siècle, politique qui devait avoir par la suite des conséquences fâcheuses pour l'équilibre fragile des Balkans.

Pendant l'occupation ottomane, l'île était sous la souveraineté effective de l'Empire ottoman, et fit partie du fief de Sinan Pasha, ancêtre de la famille des grands beys de Vlora. Comme le montre un document émanant de l'Administration ottomane des Fondations Pieuses (*vakuf*), Sinan Pasha à son tour céda l'île au XVI<sup>e</sup> siècle en emphytéose perpétuelle à un *vakuf* (fondation pieuse) de Kanina.

À l'occasion de la cession par la Grande-Bretagne des îles Ioniennes à la Grèce (1864), le gouvernement grec, arguant du fait que sur certaines cartes géographiques antiques l'îlot figurait comme appartenant au groupe micronésien de Corfou, éleva en 1866 des prétentions sur l'île. Cette revendication fut

### L'île de Sazan



renouvelée par la Grèce en 1871, lors de la construction par l'Administration des Phares Ottomans du premier phare de l'île. Mais les arguments grecs étaient tellement fragiles qu'il fut facile à la Sublime Porte de les réfuter par une argumentation solide en droit et en fait. C'est ainsi que l'île continua à faire partie de l'Empire ottoman jusqu'aux Guerres balkaniques, date à laquelle elle fut occupée par les troupes helléniques.

En 1913, lors de la délimitation des frontières méridionales de l'Albanie par la Commission Internationale, bien que le point de vue anglais fût en faveur de l'attribution de l'île à la Grèce, Sazan fut d'emblée déclarée albanaise : « Il est dès à présent établi » dit le procès-verbal du 8 août 1913, « que la région côtière

jusqu'à Phtélla, y compris l'île de Saseno, fait intégralement partie de l'Albanie ». Sur l'injonction des Grandes Puissances, la Grèce, qui occupait l'île, fut obligée de l'évacuer.

Au commencement de la Première Guerre mondiale, l'Italie, profitant de la situation générale et de la complaisance de la diplomatie européenne qui avait intérêt à ménager cette nouvelle puissance par trop entreprenante, procéda à l'occupation provisoire de toute la région de Vlora y compris l'île de Sazan (30 octobre 1914). Le débarquement en Albanie était présenté par le gouvernement italien comme une mesure de précaution au vu des événements qui se déroulaient sur le continent et qui pouvaient menacer ses intérêts vitaux en Adriatique. L'occupation de Vlora avait une fonction stratégique et politique, destinée à créer en Albanie une large tête de pont pour la réalisation d'une politique de force dans les Balkans. Dans une perspective à long terme, il fallait attiser le nationalisme et l'irrédentisme albanais, en vue d'un réaménagement stratégique de l'Albanie, en cas de nécessité. Dans l'esprit des diplomates italiens de l'époque, l'île de Sazan était considérée comme le *Gibraltar de l'Adriatique*.

Dans la poursuite de cette politique, l'Italie se heurta aux Albanais qui s'insurgèrent en 1920 contre l'occupation et qui à la suite de la victoire qu'ils remportèrent, obligèrent le gouvernement italien à entamer avec le gouvernement albanais des négociations pour l'évacuation totale de la région et le reste du pays. En conclusion de ces négociations fut signé le 2 août 1920 le Protocole de Tirana, en vertu duquel l'Italie assumait l'obligation d'évacuer « Valona et son littoral ainsi que le reste de l'Albanie, exception faite de l'île de Saseno ».

L'accord de Tirana autorisait ainsi l'Italie à prolonger encore quelque temps l'occupation militaire de Sazan, mais dans l'esprit du gouvernement albanais il s'agissait là d'une concession à caractère provisoire, concession justifiée par les conditions politiques générales après la guerre, et nullement d'un transfert de propriété ou de souveraineté. Selon les diplomates albanais, ni dans la lettre ni dans l'esprit dans lequel fut conclu le Protocole, il n'y avait rien qui pût étayer une telle interprétation. Cela étant, il ne saurait être question dans l'esprit du gouvernement albanais d'aucun titre valable qui permît à l'Italie de considérer l'occupation de l'île comme définitive. L'accord ayant tout au plus différé l'évacuation de l'île, l'Italie y était donc toujours à titre précaire et provisoire.

Toute autre était l'interprétation des faits par la partie italienne. Le gouvernement de Rome au moment de la Conférence de paix en 1946 prétendit que l'accord de Tirana du 2 août 1920 avait soumis l'île de Sazan à la souveraineté italienne ; la Conférence des Ambassadeurs de Paris en novembre 1921 avec sa décision avait par conséquent entériné cet état de choses. Néanmoins, à propos de l'intégrité de l'Albanie et de l'île de Sazan, la presse italienne de l'époque révélait une susceptibilité particulière de la fraction nationaliste de l'o-

pinion publique italienne. Au moment où (fin août - début septembre 1921), un débat s'engagea devant la SDN sur la question des frontières albanaises, les journaux italiens dans une polémique avec leurs confrères de Paris et de Londres, soutenaient la thèse officieuse que la possession de Sazan par l'Italie ne portait pas atteinte au principe d'indépendance et d'intégrité de l'Albanie. On soulignait dans la presse italienne que « l'Italie reste à Saseno, parce que cet îlot représente pour nous la garantie indispensable que ni demain ni jamais, d'autres puissances ne pourront pénétrer à Valona et assiéger de là, nos côtes, et l'entrée de l'Adriatique ». Cet argument d'ordre stratégique est bien plus fort que toutes les constructions juridiques échafaudées péniblement par les autorités diplomatiques italiennes. C'est à cet argument qu'en reviennent, en dernière analyse, tous les journaux italiens quand il s'agit de l'Albanie. C'est pourquoi dans la situation de l'Adriatique, entre les deux guerres, il ne semble pas possible au gouvernement et à l'opinion publique de restituer à ses anciens propriétaires albanais la minuscule île de Sazan.

Selon les documents diplomatiques albanais, la souveraineté de l'Albanie sur l'île avait été d'ailleurs confirmée par les décisions de la Conférence des Ambassadeurs (Grande-Bretagne, France, Italie, Japon, reconnue comme organe compétent pour statuer sur les frontières albanaises) réunie à Paris (1921-1926), qui n'avait fait sur ce point aucune modification aux frontières décidées en 1913. Cette décision avait été signée également par l'Italie qui n'avait fait alors aucune réserve pour ce qui touchait le sort de Sazan.

D'après cette analyse des faits, il résulte que, en droit, l'île continuait toujours à être sous la souveraineté de l'Etat albanais, et c'est seulement l'exercice de cette souveraineté qui se trouvait temporairement suspendu au profit de l'Italie par l'accord de Tirana, accord qui avait simplement différé l'évacuation de l'île. Toujours est-il que conformément à l'esprit de l'accord et à la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921 qui confirmait l'appartenance de l'île à l'Albanie, le gouvernement albanais gardait le droit d'en réclamer à tout moment l'évacuation.

L'Italie, tirant profit de la faiblesse de l'Albanie, et désirant à des fins politiques donner un caractère permanent à l'occupation de l'île, décida par mesure législative son annexion au Royaume. Elle violait ainsi par un acte unilatéral et arbitraire en même temps que l'esprit du Protocole qui ne lui reconnaissait aucun droit de souveraineté sur l'île, la décision de la Conférence qu'elle avait elle aussi signée. Par le fait accompli de l'annexion, l'occupation provisoire fut transformée en occupation définitive. Mais il convient de noter que même cela n'enlevait nullement juridiquement à l'Albanie le droit de souveraineté sur l'île, vu qu'il s'agissait d'un acte arbitraire, auquel l'assentiment de l'autre partie faisait défaut.

Le gouvernement de Mussolini procéda par la suite à la fortification de l'île en la transformant en un puissant point d'appui en vue de l'invasion de

l'Albanie. En apparence, les autorités italiennes s'efforçaient par leurs déclarations d'attribuer à l'île de Sazan une fonction défensive, fonction tendant à assurer la protection du secteur naval de l'Adriatique du Sud ainsi que l'indépendance de l'Albanie. En réalité, la politique de l'Italie fasciste avait pour but de donner le change sur ses véritables intentions envers l'Albanie, qui visait à la préparation de l'invasion du pays le 7 avril 1939.

L'agression fasciste et le conflit mondial qui éclata six mois après, accompagnés par l'émergence des deux principaux groupes de résistance, les communistes et les nationalistes, firent de la Résistance albanaise l'allié naturel de la Grande Alliance dans la lutte contre les puissances de l'Axe. La victoire des Alliés sur le fascisme, victoire à laquelle les Albansais donnèrent leur contribution, particulièrement le Front de Libération Nationale, dirigé par les communistes, aboutit à la libération totale du territoire national y compris Sazan.

La domination de l'Italie sur l'île ayant pris fin, l'Albanie, où s'était déjà instauré un régime communiste, récupéra par voie de conséquence l'exercice de son autorité sur Sazan. La jouissance du droit de souveraineté que l'occupation italienne n'avait pas pu enlever à l'Etat albanais s'en trouva ainsi complétée et renforcée par la possession effective de l'île. Ces faits sont officiellement admis par la Conférence de paix (30 juillet - 15 octobre 1946). Le traité de paix signé à cette occasion à Paris le 10 février 1947, a reconnu le passage définitif sous l'autorité de l'Etat albanais de l'île de Sazan, laquelle *de jure* et *de facto* resta albanaise.

L'inféodation de l'Albanie communiste à la Yougoslavie de Tito et à l'URSS après la Seconde Guerre mondiale a fait resurgir les vieux fantasmes de la politique italienne, c'est-à-dire la menace d'une grande puissance qui contrôle l'autre versant du Canal d'Otrante. L'affirmation que Sazan était cédée à l'URSS pour abriter ses sous-marins est complètement irréaliste, vu les proportions minuscules de l'îlot. L'île servait plutôt de sentinelle au site de Pasha Liman, situé au pied du mont de Karaburun, où en fait se trouvait à partir de 1957 la base militaire navale du Pacte de Varsovie, le point le plus avancé atteint par l'URSS en Méditerranée. Cette fonction défensive de l'île se maintint après le départ des Soviétiques en 1961, jusqu'à la chute du régime communiste en Albanie.

## BIBLIOGRAPHIE :

*Archives Diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères*, Tirana.

*I Documenti Diplomatici Italiani*, Décima Série : 1943-1948, Volume IV, Roma, MCMXCIV.

*Archives Diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères*, Paris.

**Cabanes (Pierre)**, éd., *Histoire de l'Adriatique*, Paris, Seuil, 2001.

**Quaroni (Pietro)**, *Valigia diplomatica*, Milan, 1956.

**Bethell (Nicholas)**, *The Great Betrayal, The Untold Story of Kim Philby's Biggest Coup*, London, 1984.